

L'agriculture israélienne à la croisée des chemins

Le 13 août 2011, quelques 75.000 personnes se manifestèrent dans seize villes et villages d'Israël. Ils décidèrent de camper sur le boulevard Rothschild de Tel Aviv, ce qui fut un des moments clés du «mouvement des magasins», leur mouvement des indignés, contre la vie chère.

Le prix du logement fut le centre des critiques et, depuis lors, les différents gouvernements ont réagi avec un soutien massif à la construction de nouveaux logements, souvent dans ce la communauté internationale qualifie de «territoires occupés» et d'autres « de terre juive plus récemment incorporée au pays».

Mais le gouvernement veut également réduire le coût de l'alimentation. Aujourd'hui, l'essentiel du soutien à l'agriculture israélienne passe par la protection aux frontières, avec des tarifs élevés et des quotas à l'importation. La diminution de cette protection oblige à des réformes dans leur politique agricole. En particulier, l'ouverture du marché est difficilement compatible avec le maintien des quotas laitiers et d'œufs actuellement en vigueur.

Comme nous le savons dans l'Union européenne, sortir dignement d'un système de quotas n'est pas chose facile. La simple annonce de la possible suppression des quotas d'œufs a mis sur pied de guerre, c'est le cas de le dire, les producteurs qui sont concentrés à la frontière avec le Liban. Jusqu'à ma visite en Israël, je n'étais pas conscient du fait que la multifonctionnalité de l'agriculture pouvait englober des aspects liés à la sécurité nationale dans les zones de conflit.

Pour discuter d'une future réforme de leur politique agricole, dans le cadre du programme européen pour la politique de voisinage, fut organisé au mois de mai dernier un séminaire ENPARD avec différents experts européens. L'équipe fut coordonnée par Pascal Bergeret, Directeur de l'Institut des Hautes Etudes Méditerranéennes de Montpellier, et était composée d'Allan Matthews (qui parla du processus de réforme de la PAC); Trevor DONNELLAN, du Teagasc irlandais pour les produits laitiers; Sophie Toyer, présidente de la SFER pour les aides directes; Jean-Christophe Debar, spécialiste français de l'agriculture américaine pour expliquer le nouveau Farm Bill et un serviteur pour les aspects relatifs aux fruits et légumes, les organisations de producteurs, leurs associations et les interprofessionnelles.

Mais avant de nous réunir lors du séminaire au sein du ministère de l'agriculture, nous eûmes l'occasion de visiter pendant toute une journée différentes exploitations agricoles.

Nous sommes allés d'abord dans l'une des plus grandes exploitations laitières, un

kibboutz, non loin de la frontière de Gaza. Ma curiosité a été attiré par ce que je croyais être des toilettes pour les travailleurs.



En réalité, il s'agit d'un abri anti-roquette. Nous nous trouvons en effet dans une zone « 30 secondes », le temps dont disposent les employés pour se mettre à l'abri dès que l'alarme est donnée. Parler de compétitivité et d'ajustements des coûts est un peu plus compliqué dans ces conditions.

Cela l'est plus encore lorsque votre laiterie ne peut pas travailler pendant le sabbat. Il est observé dès le coucher du soleil du vendredi jusqu'à l'apparition de trois étoiles le samedi soir. Comme les vaches doivent être quand même traitées, elles le sont par des employés non juifs, généralement d'origine asiatique. La salle de traite comporte un circuit de télévision pour garantir qu'aucun juif n'y rentre pendant cette période et les images, sauvegardées, peuvent être contrôlées par un rabbin.

Au cours de la précédente crise économique, les kibbutz ont dû vendre leur laiterie pour réduire leur endettement. Elle reste de loin la principale industrie laitière du pays, dans les mains d'un groupe chinois. Il semble que l'opération s'est faite à un prix qui serait incompréhensible si le dirigeant de la société chinoise n'était pas

aujourd'hui en prison accusé d'enrichissement illicite. En tout état de cause, les Chinois essaient désormais tenter de rentabiliser leur investissement et les tensions semblent monter avec les fournisseurs de lait et avec les autorités qui imposent un contrôle des prix sur les produits laitiers (ainsi que sur une large gamme de produits de base) pour réduire l'inflation.

Ensuite, nous avons visité le plus grand producteur israélien (plus de 50 % de la production totale) d'aubergine. Il est parfois le seul fournisseur du marché. Il ne produit que des aubergines, tout au long de l'année. Ce fut ma première expérience de monoculture auberginière !

La visite me surpréna. Les israéliens sont incontestablement les leaders mondiaux dans les technologies liées à l'utilisation de l'eau. Vous pouvez constater par vous-même dans les photos adjointes que cela n'est pas le cas dans toutes les autres technologies.

Dans une serre moderne aujourd'hui, on remarque tout de suite le bruit de fond que font les petites bestioles de la lutte intégrée. Le silence dans les installations visitées me frappa.



En ce qui concerne la centrale de manipulation des fruits et légumes, une images vaux mieux que mille paroles.



On le voit, des marges existent pour des gains en termes de compétitivité, même si rien n'est simple en Israël.

La Jordanie est le seul pays voisin avec lequel ils entretiennent des relations commerciales à peu près normales. Ceci explique aussi bien le manque de concurrence sur le marché israélien que les difficultés pour exporter les surplus conjoncturels qui ne manquent pas de se produire à certains moments de l'année.

De plus, la segmentation du marché et la coexistence entre produits casher et produits conventionnels ne facilitent les économies d'échelle.

Est-ce que cela veut dire que rien ne peut être fait. La réponse que j'ai donnée à cette question lors du séminaire au Ministère de l'Agriculture fut modérément

optimiste. À cet égard, l'expérience européenne des organisations de producteurs, de leurs associations et des interprofessions ; de l'action collective préconisée par la nouvelle PAC aussi bien dans le premier que dans le second pilier, me paraît pouvoir être utile.

En tout état de cause, le séminaire fut très intense. Les représentants des agriculteurs parlèrent en toute franchise et interpellèrent vivement les représentants du ministère au bord de la faillite. Ceux-ci m'apparurent très ouverts, à l'écoute, ayant reçu des orientations politiques concrètes mais disposés d'abord à réfléchir avec le secteur et à négocier ensuite les actions à entreprendre, ainsi que les délais, les mesures d'accompagnement et les mesures compensatoires.